

Une enquête mesure le « sentiment d'appartenance » des Européens musulmans

CRÉATION : 23 SEPTEMBRE 2017



Une vaste enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) auprès des Européens se déclarant musulmans analyse les « indicateurs d'inclusion » tels que le sentiment d'appartenance et la confiance dans les institutions publiques.

L'étude, entièrement déclarative, se penche aussi sur leur sentiment « de discrimination ou de harcèlement », ainsi que sur leur connaissance de leurs droits.

76 % des personnes vivant en Europe depuis une ou deux générations et se déclarant musulmanes « ressentent un attachement fort envers le pays dans lequel elles vivent ». Interrogés sur leurs sentiments d'attachement à « leur quartier, leur village ou ville, à leur pays ou région, leur pays de la résidence et à l'Union européenne », la majorité d'entre eux a déclaré se sentir « fortement attachés

» à tous ces lieux. Le pays de résidence arrive en tête... et l'Union européenne en queue des réponses.

Plus de 10 000 Européens musulmans interrogés

Les résultats d'une grande enquête ont été publiés jeudi 21 septembre par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). Il porte sur 10 527 personnes qui ont déclaré être musulmanes, interrogées dans quinze États membres de l'UE. La synthèse détaille dans certains tableaux les réponses par sexe, par pays mais aussi par statut (citoyenneté, titre de séjour).

L'enquête, entièrement déclarative, mesure le sentiment « d'inclusion » des Européens musulmans (sentiment d'appartenance, confiance dans les institutions publiques), mais aussi d'exclusion (expérience de discrimination ou de harcèlement, connaissance des droits...).

Une confiance plus élevée dans les institutions

« Les résultats de notre enquête décrédibilisent totalement l'affirmation selon laquelle les musulmans ne seraient pas intégrés dans nos sociétés. Au contraire, nous observons un degré de confiance dans les institutions démocratiques qui est bien plus élevé que celui de la population en général, souligne, dans un communiqué, le directeur de la FRA, Michael O'Flaherty. Toutefois, chaque incident de discrimination et de crime de haine entrave leur pleine inclusion dans la société et réduit leurs chances de trouver un emploi. Nous risquons d'aliéner les individus et leurs communautés, ce qui pourrait avoir de graves conséquences. »

En moyenne, les répondants musulmans affichent une grande confiance dans les institutions de leur pays : à la police et au système juridique du pays, un peu moins au Parlement national. « Ils sont généralement neutres à l'égard du Parlement européen et se méfient des hommes politiques et des partis politiques au niveau national », indique le résumé détaillé.

Des discriminations très fréquentes

Côté discrimination, le sentiment général est alarmant : quatre répondants musulmans sur dix (39 %) se sont sentis discriminés au cours des cinq années précédant l'enquête en raison de leur couleur de peau, de leur origine ethnique ou de leur religion « dans un ou plusieurs domaines de leur vie quotidienne », 17 % en raison de leur religion.

Ce sentiment est plus ancré, tous motifs confondus, chez « les répondants de deuxième génération que chez ceux de la première génération », ce que confirme aussi l'âge des militants des associations luttant contre les actes anti-musulmans, et particulièrement chez les sondés originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne.

D es actes trop rarement déclarés

31 % des personnes qui recherchent un emploi disent avoir fait l'objet de discrimination au cours des cinq dernières années précédant l'enquête. 42 % de celles qui ont été contrôlées par la police au cours de l'année sont convaincues « qu'elles l'ont été parce qu'elles sont issues de l'immigration ou en raison de leur origine ethnique ».

Ce sentiment d'injustice est en revanche difficilement mesurable dans les faits, car seules 12 % des personnes qui ont vécu une expérience de discrimination l'ont signalée à leur employeur (39 %), à la police (17 %) et à un syndicat (16 %).

L es Européens musulmans se disent très ouverts

Les Européens musulmans se disent, quant à eux, très « ouverts » à la différence : autour de 80 % d'entre eux affirment avoir des amis d'une autre origine ethnique ou appartenant à la population majoritaire, et même 88 % d'une autre religion. Ils se disent « très à l'aise » (9 points sur une échelle de 1 à 10) avec l'idée d'avoir « des voisins de différente religion, origine ethnique ou présentant un handicap ».

Le niveau d'acceptation est cependant « plus faible en ce qui concerne les lesbiennes, les homosexuels, les bisexuels, ou les transsexuels ».

La FRA est l'organe indépendant de l'UE chargé de fournir une assistance et une expertise en matière de droits fondamentaux à l'UE et à ses États membres.